

L'ajournement

Il existe maintenant au Canada des emplois qui restent vacants parce que beaucoup de chercheurs d'emploi n'ont pas les compétences voulues. Il a souligné avec justesse que le projet de loi que nous débattons présentement à la Chambre qui, je crois, sera accepté rapidement par les deux partis de l'opposition et le gouvernement, pourra entraîner des solutions.

Nous dépensons chaque année environ 700 millions de dollars pour aider les jeunes Canadiens. Sans les programmes gouvernementaux il y aurait encore plus de jeunes chômeurs, mais il y a quand même des limites aux sommes que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux peuvent dépenser. Le ministre a également écrit cette semaine à 1,400 employeurs à travers le Canada les priant de coopérer avec le gouvernement central et les gouvernements des provinces afin de trouver des débouchés pour les étudiants. Il a aussi écrit à tous ses collègues du Cabinet et à tous les députés de la Chambre leur demandant de faire leur part autant que possible pour embaucher des jeunes. Je profite de l'occasion également, monsieur le président, pour ajouter que contrairement à ce que font certains gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral a accru cette année les crédits consacrés à l'aide pour les emplois d'été pour les porter à 120 millions de dollars, ce qui, évidemment, va procurer de l'emploi à de nombreux jeunes à travers le pays.

• (2210)

[Traduction]

L'ÉNERGIE—LE COÛT DE L'ESSENCE DANS LES STATIONS-SERVICE. B) ON DEMANDE DE RÉDUIRE LE PRIX

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur l'Orateur, en écoutant le secrétaire parlementaire, je me suis rappelé que sept députés ont passé 14 mois de leur vie à siéger à un comité special sur les perspectives d'emploi pour les années 80. La plus grande partie du rapport de ce comité s'adressait aux jeunes, mais aucune de ses recommandations n'a été adoptée par le ministre des Finances (M. MacEachen) dans son dernier budget, et la situation de l'emploi dans notre pays demeure tragique.

Le premier ministre (M. Trudeau) n'a pas répondu de façon satisfaisante à la question que je lui ai posée au mois de mars à propos du chômage. Au Canada, depuis deux ans, nous appliquons un système en vertu duquel tout le pétrole et le gaz est taxé en quittant la raffinerie. L'argent ainsi recueilli sert à subventionner le pétrole étranger. A la fin de l'hiver et au printemps, ces subventions ont été tellement importantes que le pétrole en provenance du Mexique qui coûte en réalité \$9 le baril de plus que le pétrole brut canadien équivalent, coûtait au raffineur \$90 de moins que ce dernier car le contribuable canadien paie pour que les importateurs touchent une subvention de \$18 le baril. Nous avons subventionné ce pétrole à tel point qu'il coûte désormais 40 p. 100 de moins que le brut canadien équivalent.

Nous ne devrions donc pas être surpris en tant que nation de nous apercevoir que les raffineurs préfèrent acheter le pétrole importé. Dans ces circonstances, le pétrole canadien n'est pas extrait, des emplois sont perdus, on assiste à un exode des capitaux, les consommateurs paient plus, le nombre de travailleurs diminue et celui des chômeurs augmente. C'est certainement une politique qui est une insulte au bon sens et à la logique.

Pour ceux qui auraient des difficultés à comprendre, nous aurons un exemple de cette situation demain lorsqu'un certain nombre de personnes venant du secteur de la chaussure viendront à Ottawa. Si le gouvernement fédéral, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), le premier ministre ou le ministre des Finances proposaient à ces personnes l'imposition d'une taxe sur toutes les chaussures vendues au Canada et que l'argent ainsi recueilli soit placé dans un fonds spécial pour servir à subventionner les importateurs de chaussures de l'étranger, je crois que nous aurions une émeute. Je crois que les gens manifesteraient leur mécontentement sur le parvis du Parlement. Les députés qui représentent des régions où sont établies des usines de chaussures seraient assaillis de lettres et de coups de téléphone de personnes en colère; pourtant, ici-même, le gouvernement libéral demande sans cesse aux députés de l'opposition d'appuyer des mesures qui perpétuent cette situation à l'égard du secteur pétrolier. Nous nous servons des dollars des contribuables canadiens pour subventionner le pétrole importé, et parfois le prix en est même inférieur à celui du pétrole canadien comparable. En conséquence, nous perdons des emplois canadiens, nous perdons des dollars canadiens et les prix montent.

En mars, j'ai pris la parole à la Chambre pour dire en substance ceci: «Si le pétrole est de 40 p. 100 moins cher parce que vous le subventionnez, parce que vous payez les raffineurs pour l'importer, si je me rendais à Montréal en voiture, je devrais pouvoir, là où ce pétrole arrive, payer mon essence moins cher qu'ailleurs au Canada, par exemple dans l'Ouest». Or, nous savons très bien ici à la Chambre que, lorsque nous allons à Montréal en voiture, nous n'y trouvons pas l'essence meilleur marché. En fait, le prix en est plus élevé.

J'ai demandé au premier ministre où allait cet argent, et j'espère que le secrétaire parlementaire va répondre à ma question aujourd'hui. Si les deniers publics font baisser le prix de ce pétrole de 40 p. 100, mais que le prix de l'essence à la pompe est au moins aussi élevé, où donc va la différence? Va-t-elle dans les poches des compagnies pétrolières? Est-elle payée par les gens à la retraite, les gens à revenu fixe, les gens qui doivent se rendre au travail tous les jours? L'essentiel de la question consistait à savoir où va l'argent. La réponse qu'on m'a donnée était loin d'être satisfaisante. J'espère que ce soir, ayant eu un peu plus de temps pour se préparer, le secrétaire parlementaire voudra expliquer au public, à notre satisfaction, comment l'argent est utilisé.

• (2215)

Si l'argent des contribuables sert à rendre l'essence moins chère qu'au moment où elle est vendue aux consommateurs, elle devrait être meilleur marché. Mais ce n'est pas le cas. Pour nous tous, cela nous rappelle que, chaque fois que l'on achète pour \$1 d'essence, nous versons en moyenne 65c. pour les taxes et 35c. pour l'essence.

Nous en sommes rendus à importer davantage. Nous contribuons ainsi à réduire la valeur du dollar, à accroître le prix des produits que nous achetons tout en mettant des Canadiens au chômage. Telle est la logique du Programme énergétique national. C'est cette logique que je voulais dénoncer à la Chambre.